




| Informations de base | |
|---|--------------------|
| 2002/2277(INI) INI - Procédure d'initiative | Procédure terminée |
| Produits phytosanitaires: utilisation durable des pesticides Subject 3.10.09.02 Phytosanitaire, phytopharmacie | |

| Acteurs principaux | | | | |
|-------------------------------|--|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | ENVI Environnement, santé publique, politique des consommateurs | | VAN BREMPT Kathleen (PSE) | 10/09/2002 |
| | Commission pour avis | | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
| | AGRI Agriculture et développement rural | | REDONDO JIMÉNEZ Encarnación (PPE-DE) | 27/11/2002 |
| Conseil de l'Union européenne | Formation du Conseil | Réunions | Date | |
| | Environnement | 2473 | 2002-12-09 | |
| Commission européenne | DG de la Commission | | Commissaire | |
| | Environnement | | | |

| Événements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Événement | Référence | Résumé |
| 01/07/2002 | Publication du document de base non-législatif | COM(2002)0349  | Résumé |
| 09/12/2002 | Adoption de résolution/conclusions par le Conseil | | |
| 16/01/2003 | Annonce en plénière de la saisine de la commission | | |
| 19/02/2003 | Vote en commission | | Résumé |
| 19/02/2003 | Dépôt du rapport de la commission | A5-0061/2003 | |
| 26/03/2003 | Débat en plénière |  | |

| | | | |
|------------|---|--------------|--------|
| 27/03/2003 | Décision du Parlement | T5-0128/2003 | Résumé |
| 27/03/2003 | Fin de la procédure au Parlement | | |
| 11/03/2004 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

| Informations techniques | |
|---------------------------|------------------------------|
| Référence de la procédure | 2002/2277(INI) |
| Type de procédure | INI - Procédure d'initiative |
| Sous-type de procédure | Rapport d'initiative |
| Base juridique | Règlement du Parlement EP 55 |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | ENV/5/19036 |

| Portail de documentation | | | | |
|---|--|--|------------|------------------------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| Rapport déposé de la commission, lecture unique | | A5-0061/2003 | 19/02/2003 | |
| Texte adopté du Parlement, lecture unique | | T5-0128/2003 JO C 062 11.03.2004, p. 0021-0184 E | 27/03/2003 | Résumé |
| Commission Européenne | | | | |
| Type de document | | Référence | Date | Résumé |
| Document de base non législatif | | COM(2002)0349  | 01/07/2002 | Résumé |
| Autres Institutions et organes | | | | |
| Institution/organe | Type de document | Référence | Date | Résumé |
| EESC | Comité économique et social: avis, rapport | CES0068/2003 JO C 085 08.04.2003, p. 0112-0117 | 22/01/2003 | |

Produits phytosanitaires: utilisation durable des pesticides

2002/2277(INI) - 01/07/2002 - Document de base non législatif

OBJECTIF : lancer un débat public portant sur une stratégie thématique future concernant l'utilisation durable des pesticides. CONTENU : la présente communication représente une étape importante dans la préparation de la Stratégie thématique concernant l'utilisation durable des pesticides. Les principaux objectifs de cette stratégie sont les suivants: - réduire au minimum les dangers et les risques pour la santé et l'environnement liés à l'utilisation des pesticides; - renforcer les contrôles portant sur l'utilisation et la distribution des pesticides; - réduire les niveaux de substances actives nocives, notamment en remplaçant les plus dangereuses d'entre elles par des alternatives (y compris non chimiques) plus sûres; - favoriser la mise en oeuvre d'une agriculture utilisant des quantités limitées ou nulles de pesticides; - mettre en place un système transparent de notification et de surveillance des progrès accomplis, et notamment définir des indicateurs appropriés. La situation actuelle dans la Communauté et dans les États

membres est présentée sur la base des travaux préparatoires disponibles. Il s'agit notamment de données quantitatives sur l'utilisation des PPP, ainsi que sur les avantages, les coûts et les risques liés à leur utilisation. La communication donne également une vue d'ensemble de la législation communautaire applicable. Elle contient en outre un résumé des politiques et initiatives déjà mises en place dans certains États membres, qui ne sont pas encore coordonnées, et fait l'inventaire des statistiques et indicateurs disponibles. Le chapitre le plus important de la communication propose, pour chacun des cinq objectifs susmentionnés, une série de mesures envisageables susceptibles d'être intégrées dans la stratégie thématique, et indique les préférences de la Commission à cet égard. Pour mettre en oeuvre cette stratégie, la Communauté et les États membres pourraient recourir à divers instruments: mesures juridiquement contraignantes, incitations (économiques), recherche ou mesures d'application volontaire. Ils pourraient également combiner ces différents types d'instruments. Bon nombre de ces mesures pourraient avec profit être intégrées dans des politiques existantes ou en cours de développement, comme la protection des eaux, la protection de la santé et des consommateurs (en particulier la sûreté des denrées alimentaires) et la politique agricole commune. Il est évident que bon nombre de mesures proposées relèvent actuellement de la responsabilité des États membres (ex: codes de bonnes pratiques agricoles, promotion de la lutte intégrée contre les organismes nuisibles, programmes de formation à l'intention des utilisateurs, promotion de l'agriculture biologique et de l'agriculture à faibles intrants, application des sanctions). Pour parvenir à un degré plus élevé d'harmonisation et à une meilleure mise en oeuvre, il pourrait cependant se révéler nécessaire de définir des exigences minimales au niveau communautaire. Certaines des mesures proposées, comme la définition d'exigences appropriées en matière de surveillance, la collecte des données concernant l'utilisation et la mise en place de systèmes harmonisés de notification des incidents ayant trait à la santé ou à l'environnement, pourraient, pour être pleinement efficaces, être gérées au niveau communautaire (en coopération étroite avec les États membres). Sur la base de ces options, un débat public sera organisé dans le courant du dernier trimestre de 2002. En s'appuyant sur le résultat de la consultation, la Commission proposera, début 2004, toutes les mesures nécessaires dans le cadre de la future stratégie.

Produits phytosanitaires: utilisation durable des pesticides

2002/2277(INI) - 27/03/2003 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement demande des mesures obligatoires visant à réduire la quantité des pesticides utilisée en Europe d'ici dix ans dans une résolution élaborée Mme Kathleen VAN BREMPT (PSE, B) et adoptée par 239 voix pour et 192 contre, ainsi que 29 abstentions. La plénière a suivi la commission au fond (se reporter au résumé précédent).